



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52981

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

grande absence de participation et une attitude passive de la population vis à vis des événements politiques» (p. 419), car celle-ci est accaparée par les urgences matérielles, dont on ne saurait surestimer la pression contraignante. Au long des pages, on voit revenir sans cesse la pénurie alimentaire (avec une ration de pain quotidienne de 250 grammes et de mauvaises récoltes de pommes de terre); les difficultés dramatiques du logement, car la guerre a entraîné une énorme destruction de l'habitat dans les villes (75 % des maisons à Mayence); l'afflux des réfugiés, quoique son ampleur demeure inférieure à celle que connaissent d'autres régions allemandes; les prélèvements de l'occupant français en réquisition de denrées et de logements; les «démontages» de matériel industriel au titre des Réparations, qui suscitent les protestations répétées des responsables allemands. Enfin, si les échanges culturels franco-allemands relèvent directement du Commandant en chef à Baden-Baden, la question scolaire occupe une grande place dans ce recueil. L'instruction gouvernementale de janvier 1948 réserve explicitement à l'occupant «un droit d'initiative»: «étant donné l'importance du problème que pose l'éducation démocratique des jeunes Allemands, il est légitime que les autorités françaises continuent à jouer un rôle d'impulsion». Mais comme souvent, le rôle des Eglises en ce domaine fait problème. Chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates s'opposent sur les conditions de l'enseignement de la religion (non sur son principe). Etablit-on des écoles «confessionnelles», qui séparent les enfants catholiques et les enfants protestants, ou des écoles «simultanées», qui les réunissent? La pratique en 1933, référence de base, n'était pas la même selon les territoires. L'administration française mesure bien que la question est épineuse, et elle y intervient avec une volonté conciliatrice. Elle cherche à ménager les évêques, sans consentir à toutes leurs revendications (et il s'y ajoute un autre contentieux sur le statut de la Sarre). On sent que l'expérience de l'Alsace-Lorraine entre les deux guerres a conduit Paris à éviter les actions brutales. Le lecteur français, qui connaît le poids de ce problème dans la politique de l'Hexagone, est frappé par cette prudence du comportement, due certainement pour beaucoup à l'influence du M.R.P. Naegelen lui-même, ministre socialiste de l'Education nationale, se garde d'employer ici le terme de «laïcité»: s'il est hostile à des écoles normales monoconfessionnelles, il admet l'enseignement de la religion aux futurs instituteurs, dans le respect de «la liberté de conscience». Signalons encore un memorandum significatif sur la fondation de l'Université de Mayence.

Pierre BARRAL, Nancy

Heinrich KÜPPERS, *Bildungspolitik im Saarland 1945–1955*, Saarbrücken (Minerva Verlag Thunnes & Nolte) 1984, 362 p. (Veröff. der Kommission für saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, 14).

Les aspects culturels de la politique française dans l'Allemagne de l'après-guerre sont de plus en plus étudiés depuis une dizaine d'années. En traitant de façon fort approfondie la question de l'enseignement en Sarre en cette période cruciale de 1945–1955, M. Küppers nous a donné un ouvrage qui restera une référence pour ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Allemagne contemporaine.

La matière centrale de cette étude, issue de la thèse d'habilitation de l'auteur, est bien délimitée: les programmes, les structures et l'administration scolaires, la surveillance des études, la formation des maîtres, les conséquences de l'Accord culturel franco-sarrois, l'enseignement du français, les écoles françaises, l'Abitur central, l'organisation de l'Université, le budget de l'enseignement. Mais toutes ces questions sont replacées de façon très évocatrice dans un contexte plus large, celui de la question sarroise. Gouvernements, français et allemand, Eglises, partis politiques, associations étaient en effet nécessairement engagés, dès qu'ils avaient à prendre position sur ces problèmes, dans des controverses dont les leitmotifs

étaient l'idée séparatiste avec toutes ses ambiguïtés, le nationalisme allemand et surtout l'image qu'on s'en faisait, l'esprit européen, le patriotisme, la place de la religion dans la société. Les séquelles matérielles et morales de la guerre encore si proche contribuaient fortement à dramatiser tous ces débats.

Le sujet traité par M. Küppers était extrêmement délicat. Il prête encore à des controverses qui ne sont malheureusement pas toutes de nature historique. Et c'est le grand mérite de l'auteur de l'avoir courageusement abordé, sans parti pris, avec l'intention toujours présente de faire œuvre d'historien. Chacune des affirmations ou des hypothèses énoncées repose sur les sources les plus sûres, c'est-à-dire les sources d'archives, que viennent éclairer les nombreux témoignages, recueillis directement ou par correspondance, de personnalités mêlées aux événements (tels Emil Straus, longtemps en charge des affaires de l'enseignement dans le gouvernement sarrois et aujourd'hui décédé, Pierre Woelfflin, ancien directeur des Services culturels français à Saarebrück, ou Gilbert Grandval, Haut-Commissaire français de l'époque).

A partir d'août 1945, le Gouvernement militaire de Sarrebrück devint de plus en plus indépendant par rapport aux autorités militaires françaises de Baden-Baden. De fait, les seules instructions de Baden-Baden en matière d'éducation à être complètement appliquées en Sarre furent celles qui concernaient la formation des maîtres de l'école primaire. Mais dès janvier 1946, la religion avait été reconnue officiellement comme matière au programme des écoles en Sarre. De même, il n'y eut pas, à l'inverse de ce qui se passa en zone française, d'unification forcée des écoles du secondaire. Pour M. Küppers, tous ces éléments ne dénotaient aucune divergence parmi les Français sur la politique culturelle à suivre en Allemagne, mais le fait qu'en Sarre, ils s'accordaient à penser que l'essentiel était de ne pas heurter de front les traditions locales pour habituer les populations à l'idée du rattachement économique du territoire sarrois. La volonté déterminée des Français de favoriser toutes les aspirations séparatistes en Sarre et pour cela de ménager la population, fil conducteur de cette étude, explique encore la modération volontaire qui présida aux mesures de dénazification.

L'ouvrage de M. Küppers éclaire le soutien qu'accorda Grandval à Emil Straus et le remplacement par ce dernier dans le Regierungspräsidium, à la tête des affaires de l'enseignement, du protestant Jung, jugé trop peu favorable aux thèses françaises. L'auteur nous donne un portrait fort évocateur et intéressant de Straus, personnalité complexe et trop contestée selon lui. Juif converti au catholicisme, Straus avait dû quitter l'Allemagne à l'époque du nazisme et avait rejoint la France où s'était affirmée son admiration pour la culture du pays voisin. Humaniste, idéaliste, Straus avait connu Bidault dans la résistance française. Certaines contradictions du personnage rappellent celles du Ministre-Président sarrois de l'époque, Hoffmann, lui aussi ancien émigré et très critiqué pour sa francophilie. Straus eut aux yeux de M. Küppers plus d'indépendance qu'on ne l'a dit parfois, d'autant que ses prises de position en faveur de l'Eglise allaient dans le sens des ménagements que les Français réservaient à la Sarre dans la question des écoles confessionnelles.

M. Küppers évoque la naissance de l'Université de Sarrebrück, l'action très positive du recteur français Angeloz et souligne la grande compétence du corps enseignant, au moins dans certaines sections. Il rectifie au passage des exagérations de la littérature historique, celles de Schneider notamment, trop enclin à critiquer ces maîtres en majorité français.

L'Accord culturel franco-sarrois du 15 décembre 1948 fut certes le résultat de concessions de la part de Straus envers les Français et on ne manqua pas de les lui reprocher. Mais il n'en est pas moins vrai que la Sarre pouvait utiliser ce texte pour mettre en œuvre une action dans une certaine mesure assez indépendante.

Le référendum de 1955 mit à nouveau en lumière toutes les polémiques que les perspectives de rattachement à l'Allemagne ou de statut d'autonomie avaient pu soulever. Il contribua à politiser davantage ces questions de l'enseignement. Mais son résultat n'annula pas toute

l'œuvre des Français ni leurs efforts pour rapprocher la Sarre de la France. Les conditions faites à l'enseignement de la langue française (rappelons que la Sarre ne suivit pas l'Accord entre Länder de Düsseldorf, qui réduisit en 1955 la place faite au français dans l'enseignement allemand) ou le Statut de l'Université de Sarrebrück en apportent la preuve.

Marliese et Georges CUER, Lyon

Jean-Paul CAHN, *Le Second Retour. Le rattachement de la Sarre à l'Allemagne 1955–1957*, Bern–Frankfurt/M.–New York (Peter Lang) 1985, VII-319 S. (Collection Contacts, Série 2: Gallo-Germanica, 1).

Es sei eine Heimkehr ohne Illusionen, berichtete die *Bunte Illustrierte* im Januar 1957. Am 23. Oktober 1955 hatte eine Mehrheit der Saarbewohner das ihr zum Votum vorgelegte Statut abgelehnt, das politische Autonomie unter dem Schutz der Westeuropäischen Union vorgesehen hatte. Die Entscheidung kam unvorbereitet und löste in den beteiligten Hauptstädten hektische Aktivität aus. Noch am Abend trat Ministerpräsident Hoffmann von seinem Amt zurück. Bundeskanzler Adenauer richtete an seinen französischen Kollegen ein Telegramm, in dem er versicherte, daß das Ergebnis des Referendums die gutnachbarschaftlichen Beziehungen für die Zukunft nicht trüben solle; und Edgar Faure antwortete, daß die neuentstandenen Schwierigkeiten den Willen zur Zusammenarbeit nicht entmutigen mögen. Eineinviertel Jahr später gehörte das Saarland politisch zur Bundesrepublik Deutschland. Die Feiern zum 1. Januar 1957, dem Tag der Rückgliederung, verliefen eher gedämpft, und im Bundesgebiet nahm man es geradezu als ein selbstverständliches Ereignis zur Kenntnis. Die eigentliche Rückgliederung sollte jetzt erst beginnen, mit all ihren Schwierigkeiten, aber auch Chancen, die sie für das Saarland in sich barg. Doch an dieser Stelle bricht Jean-Paul Cahns Darstellung ab. Sein Anliegen ist nicht strukturgeschichtlicher Art. Was ihn interessiert, ist die Lösung des Saarkonflikts im Sinne moderner politikgeschichtlicher Betrachtungsweise. Als Quellenmaterial dient ihm die zeitgenössische Presse, denn noch sind die Archive gesperrt. Gewiß, eine problematische Herangehensweise, aber er ist sich dessen bewußt und weiß wohl abzuwägen.

Was erfahren wir gegenüber älteren Arbeiten Neues, etwa den Studien von J. Freymond, W. R. Craddock, R.-H. Schmidt oder Per Fischer? Manches ist bekannt, aber auch dann noch weiß der Autor durch seine präzise, vorsichtige, klare, knappe Argumentation zu überzeugen. Er gliedert die Darstellung in zwei Teile. Im ersten schildert er die Saarverhandlungen in ihrem zeitlichen Verlauf. Die Heimatbundparteien, also jene politischen Gruppierungen, die sich für die Rückgliederung nach Deutschland eingesetzt hatten, stellten seit dem Januar 1956 die Saarbrücker Regierung. Sie wünschten, an den deutsch-französischen Gesprächen beteiligt zu werden. Sie mißtrauten Paris, aber ebensowenig wollten sie Bonn freie Hand lassen, denn hatte nicht Adenauer dem Saarstatut von 1954 zugestimmt? Das Verlangen blieb unerfüllt. Die deutsche Diplomatie hatte kein Interesse, die Verhandlungen unnötig zu belasten, indem sie jene Politiker in die Delegation aufnahm, die durch ihren übertriebenen Nationalismus manche Schlagzeilen in der internationalen Presse provoziert hatten. Man hätte Einfluß ausüben können, wenn es eine einheitliche Willensäußerung gegeben hätte. Aber die Spannungen innerhalb des Heimatbundes waren unübersehbar und die Forderungen der Interessengruppen häufig widersprüchlich. Die Verhandlungen waren schwierig genug. Nicht selten stockten die Expertengespräche und kamen erst nach politischen Grundsatzentscheidungen wieder in Gang. Es ging um schwierige technische Fragen, um die Dauer der wirtschaftlichen Übergangszeit, um die Höhe der zollfreien Einfuhrkontingente, um den Wechselkurs zwischen Franc und DM. Insofern gehörten die Verhandlungen zum Typus moderner Diplomatie, wie sie Westeuropa seit Ende des 2. Weltkrieges als Zeichen zunehmen-